

In summary, notwithstanding a rather hesitant beginning, *The Future Compatible Campus* deserves to be near at hand to any generalist implicated in the implementation of innovative information technology. Perhaps not so much to be read from cover to cover as to serve as a convenient reference and overview of relevant issues, the well-structured organization of the book, its clear chapter summaries and an index facilitate consultation as required. Although somewhat repetitive, given the number of contributing advisors, the direction and encouragement provided should indeed permit us to avoid a few 'blunders and foolish notions' if we choose to be guided. Those who ignore such counsel, however, are not likely to find their mistakes published as examples elsewhere any more than any are in this book. The opportunity to learn from the mistakes of others is reserved by consultants for paying clients, and a characteristic limitation of the literature of technological innovation is that it rarely takes the time to reflect on failure.

## References

- Heckart, R.J. (1998). Machine help and human help in the emerging digital library. *College & Research Libraries*, 59, 250-259.
- The Oxford Dictionary of Quotations*. (1992). Fourth ed. Oxford: Oxford University Press.
- Young, J.R. (1997). Invasion of the laptops: More colleges adopt mandatory computing programs. *The Chronicle of Higher Education*, Dec. 5, 1997, A33.



Recension de *L'université au féminin*, sous la direction d'Anne Holden Ronning et de Mary-Louise Kearny. (1997). Traduit de l'anglais par Irène Michine. Paris, UNESCO. Pp. 336. Price: FF150.

Reviewed by Marie-Andrée Bertrand, Professeure émérite, Ecole de criminologie, Université de Montréal, Montréal, PQ.

*L'université au féminin* est un ouvrage collectif qui réunit des contributions de quinze auteures d'autant de pays différents, précédées d'un avant-propos que signe Attiya Inayatullah, alors présidente en titre du Conseil de direction de l'UNESCO.

Le premier chapitre s'intitule «Pour une nouvelle société» (pp. 9-50), un titre ambitieux. Cette contribution fait office d'introduction. Elle est

l'œuvre de l'une des deux directrices du recueil, madame Kearny, fonctionnaire de l'UNESCO.<sup>1</sup> Il s'agit d'un chapitre plus programmatique qu'analytique dans lequel l'auteure réclame une présence accrue des femmes dans l'enseignement supérieur s'appuyant sur les recommandations de l'UNESCO; la contribution prend même une allure 'promotionnelle' de l'organisme international et de ses orientations (pp. 15–20, 32–36). L'auteure postule que la présence des femmes dans l'enseignement supérieur aura des effets sur la paix dans le monde, sur le développement durable, sur la santé (des femmes en particulier). Le propos se veut général et 'mondial,' en accord donc avec le titre du recueil *L'université au féminin* et du chapitre «Pour une nouvelle société». Quelques pages s'éloignent du style affirmatif et stratégique pour devenir analytique. L'auteure cite quelques données témoignant de la présence minoritaire des femmes dans les universités de quelques pays, le Bangladesh, le Bénin, l'Iraq, le Sri Lanka, et la Turquie (p. 37), sans justifier ce choix. Enfin, cette introduction présente de façon très sommaire les contributions des co-auteurs, par thèmes.

Dans les quatorze autres chapitres, il est question de scènes nationales ou plus exactement, de la présence des femmes dans quelques universités et facultés particulières.

Malheureusement, les titres des contributions n'annoncent pas ces limites, sauf dans quatre cas. Madame Ralitsa Muharska signifie que son chapitre ne traitera que des universités bulgares (pp. 186–201), madame Zhizhen Gui annonce qu'elle parlera de sciences et technologies en Chine (pp. 207–216), madame Robyn Dormer, du même sujet en Nouvelle-Zélande (pp. 217–233), enfin madame Rina Shachar centre d'entrée de jeu son chapitre sur la seule formation des enseignants en Israël (pp. 298–323).

Les titres donnés par les onze autres auteures sont beaucoup trop larges et généraux en regard de leur contenu. C'est particulièrement le cas de quatre contributions. Dans un chapitre intitulé «Femmes et développement: la force de l'ombre», Maria Inacia d'Avila traite, en fait, des études de la femme au Brésil et à la seule Université de Rio de Janeiro (pp. 89–114). Sous le titre «La direction au féminin», Sheryl L. Bond décrit la place prise par les canadiennes dans la direction des établissements universitaires du pays (pp. 49–70). Dans «Fonction publique: une transformation nécessaire», Marie Inacia d'Avila-Neto traite tout simplement de la formation en sciences de l'administration et

en science politique dans une université espagnole (pp. 89–114). Annonçant une contribution sur «Les études relatives à la paix, un potentiel inexploré», Samaa Osseiran décrit plutôt les travaux de l'Institut d'études féminines à l'Université américaine du Liban (pp. 279–297).

Les titres des sept autres contributions les relient à des disciplines particulières, ce qui est déjà un avantage, mais aucune mention n'est faite du lieu particulier d'où parlent leurs auteures. On annonce une contribution sur le vaste sujet «Droit, femme et développement» sans dire qu'il s'agira uniquement de la situation au Ghana (pp. 71–88); une auteure titre son article «Commerce et gestion, une chasse gardée» (pp. 144–162) sans mentionner qu'elle n'analyse qu'une partie de la scène australienne. D'autres titres promettent de s'intéresser au rôle des femmes: 1) en médecine; 2) en agriculture; 3) dans les études démographiques; 4) dans les lettres et sciences humaines,<sup>2</sup> sans préciser que l'analyse n'est conduite que depuis une ou deux institutions dans leurs pays respectifs. Ceux-ci ont des niveaux de développement et une 'représentativité' fort dissemblables; ce sont les États-Unis, les Pays-Bas, l'Égypte et l'Inde, et la Norvège.

Le caractère surgénéralisateur des titres induit le lecteur en erreur sur la portée du recueil *L'université au féminin* et de chacune des contributions. Le choix des cas et des lieux ne garantit nullement la représentativité. Mais ce n'est pas là le seul facteur d'irritation à la lecture de ce recueil — irritation à laquelle se joint une certaine inquiétude devant la façon dont ces études de cas sont conduites et utilisées. Dans les conclusions et surtout dans les introductions à chacun de leur chapitre, la majorité des auteures ne savent pas reconnaître qu'elles n'ont parlé ou ne parleront que d'un point de vue très singulier. Au contraire, les introductions annoncent souvent, tout comme les titres, une analyse à portée généralisatrice, un large programme d'action (fondé en fait sur un 'cas' culturellement, économiquement et politiquement déterminé). Les expériences racontées n'ont pas fait l'objet d'évaluation, il est donc difficile d'en concerver la portée pratique. En cours d'analyse on trouve des affirmations *urbi et orbi*<sup>3</sup> qui semblent bien naïves, et parfois colonialistes et occidentalistes. Un autre motif d'irritation et d'inquiétude vient de ce qu'en général le discours programmatique se mêle au propos analytique. Certes le féminisme est aussi et sans doute d'abord un mouvement et un combat avant d'être une théorie et la perspective féministe est un savoir 'situé'. Mais — et c'est

ici que se logent les motifs d'inquiétude — le propos des féministes perd sa crédibilité quant les auteures entremêlent étude des faits, recommandations, stratégies, programmes mondiaux, etc.

Pour une lectrice féministe, le plus irritant et inquiétant est sans doute la confusion épistémologique et théorique qui découle de l'utilisation du mot 'féminin' dans la majorité des contributions. Il se peut qu'il s'agisse ici d'un défaut propre à la version française qui est une traduction de l'original en anglais. Les expressions «médecine féminine», «dimension féminine du développement», «dysfonctionnements féminins» (la dépression et des états anxieux, p. 121) sont franchement intolérables pour quiconque a appris quelque chose en études féministes. On s'étonne que la traductrice choisie par l'UNESCO ait pu commettre de pareils impairs et que ceux-ci soient passés inaperçus aux yeux des directrices d'édition. Et que personne à l'UNESCO ne soit au fait des exigences de la langue sur ces questions sensibles.

Qu'apprend-on dans *L'université au féminin*? Que presque partout il reste du chemin à faire pour que les femmes soient aussi présentes qu'on le souhaite dans toutes les sphères et à tous les niveaux d'influence dans les établissements universitaires. Comment l'apprend-on? À travers *quelques* faits particuliers à propos de la situation des femmes dans *quelques* universités, *quelques* facultés de *quelques* pays, dont on ne sait ni pourquoi ni comment ils ont été choisis. Il s'agit d'histoires de cas, les unes rafraîchissantes, comme ce qui touche aux étudiantes en agriculture et à leur regroupement international, d'autres inquiétantes comme la difficulté qu'éprouvent encore les femmes à s'inscrire (à devenir professeures et à influencer le cursus) dans les facultés d'administration publique qui forment les futurs chefs et 'gestionnaires' de l'État. Les propos de toutes les auteures convergent sur au moins deux points: les femmes n'ont pas réussi à pénétrer dans tous les lieux de formation et d'apprentissage intellectuel, mais il se trouve dans chacun des pays 'représenté' dans ce recueil au moins une expérience positive.

Mais au-delà des convergences programmatiques et du relevé des expériences positives, le discours de plusieurs des auteures s'enfle dangereusement: la présence accrue des femmes dans l'enseignement supérieur contribuera sûrement, disent plusieurs, à «la paix dans le monde», au «développement durable», à la santé des femmes, et à une «société meilleure». Grands espoirs. Large programme . . .

## **Les Notes**

<sup>1</sup> Madame Kearny «travaille à la Division de l'enseignement supérieur de l'UNESCO» (p. 325).

<sup>2</sup> Sous un titre particulièrement accrocheur: «Lettres et sciences humaines, le chemin de l'égalité», Anne Holden Renning (pp. 163–185).

<sup>3</sup> Par exemple «Dans le monde entier, le problème est celui de l'accès aux soins médicaux» (p. 128).